



POLICY

23.00

Politique de création du ministère de l'Environnement et du Changement climatique

1. Énoncé de politique

Le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest créera une entité nommée « ministère de l'Environnement et du Changement climatique », dont la direction sera assurée par un ministre.

2. Mandat

Le mandat du ministre et du ministère est de gérer les terres, l'eau, l'air, la faune et les forêts, ainsi que de diriger et coordonner la manière dont le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest comprend le changement climatique et s'y adapte. Pour ce faire, il importe de promouvoir, de planifier et de soutenir l'utilisation durable et judicieuse des ressources naturelles, et de protéger, restaurer et gérer l'environnement pour le bénéfice social et économique de toute la population ténosie tout en préservant la santé de l'écosystème.

3. Principes

Dans le cadre de son mandat à la direction du ministère de l'Environnement et du Changement climatique, le ministre adhèrera aux principes suivants :

- (1) L'importance d'un environnement sain pour préserver la santé, la prospérité et le bien-être des Ténos et des Ténosies doit être reconnue.
- (2) La diversité et la santé des écosystèmes doivent être gérées de manière à préserver l'intégrité et la biodiversité des milieux, ainsi qu'à contribuer à la stabilité environnementale, économique et sociale à long terme.
- (3) Les décisions doivent tenir compte des valeurs écologiques, sociales, culturelles, récréatives et économiques, ainsi que des besoins des générations d'aujourd'hui et de demain.
- (4) Le changement climatique, ses effets cumulatifs et leurs répercussions doivent être pris en compte dans les décisions.



POLICY

23.00

Politique de création du ministère de l'Environnement et du Changement climatique

- (5) Toutes les décisions doivent être prises et communiquées dans un esprit d'efficacité, de transparence, de cohérence et de responsabilité, et ce, tout en servant les intérêts concrets de la population concernée, dans la mesure du possible.
- (6) La prise de décisions doit tenir compte du régime de gestion intégrée et collaborative des ressources aux Territoires du Nord-Ouest, ainsi que de la cogestion des terres et des ressources, notamment l'exercice de la délégation des pouvoirs en vertu de la *Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie*.
- (7) La responsabilité de l'aménagement du territoire doit être partagée par toutes les collectivités des Territoires du Nord-Ouest.
- (8) Les connaissances locales, autochtones et scientifiques doivent guider la gestion efficace et efficiente des terres, de l'eau, de l'air, de la faune et des forêts.
- (9) La présente politique ne doit porter atteinte, ni aujourd'hui ni à l'avenir, à aucune entente sur les terres, les ressources ou l'autonomie gouvernementale, et doit reconnaître et respecter les droits ancestraux et issus de traités.

4. Portée

La présente politique s'applique à tous les employés du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest.

5. Définitions

Les définitions suivantes s'appliquent à la présente politique :



POLICY

23.00

Politique de création du ministère de l'Environnement et du Changement climatique

Changement climatique

Changement à long terme des conditions météorologiques qui se manifeste par une modification des températures, des précipitations, des vents et d'autres indicateurs. Le changement climatique peut entraîner à la fois une altération de la moyenne et de la variabilité des conditions météorologiques, par exemple en provoquant des phénomènes extrêmes.

Environnement

Ensemble des éléments de la Terre, soit :

- (a) l'air, la terre et l'eau;
- (b) toutes les couches et tous les éléments constitutifs de l'atmosphère;
- (c) toutes les matières organiques et tous les organismes vivants;
- (d) les roches, les sédiments et les autres matières inorganiques;
- (e) les systèmes naturels en interaction qui comprennent les éléments des points a) à d);
- (f) le mouvement et les formes d'énergie à l'intérieur de ces systèmes.

Savoir autochtone

Connaissances et valeurs acquises par l'expérience et l'observation, tirées des enseignements spirituels ou de la nature, et transmises de génération en génération.

Ressources naturelles

Éléments naturels de l'environnement qui peuvent servir à des fins humaines et écologiques, c'est-à-dire la flore, la faune et les habitats connexes, notamment l'air, la terre, l'eau ainsi que les espèces sauvages, les forêts et les produits agricoles. Ils comprennent aussi les ressources qui ne peuvent être remplacées ni renouvelées après leur extraction, dont les minéraux, les granulats et les ressources pétrolières.



POLICY

23.00

Politique de création du ministère de l'Environnement et du Changement climatique

Terre publique

Toute terre des Territoires du Nord-Ouest contrôlée et administrée par le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest.

Durabilité

Capacité de répondre aux besoins d'aujourd'hui sans toutefois compromettre la capacité des générations de demain à répondre aux leurs.

6. Pouvoirs et responsabilités

(1) Dispositions générales

La présente politique est publiée sous l'autorité du Conseil exécutif, qui peut y admettre des exceptions et y approuver des modifications. Voici les pouvoirs et responsabilités qu'elle prévoit :

(a) Ministre

Le ministre de l'Environnement et du Changement climatique (« le ministre ») doit rendre des comptes au Conseil exécutif quant à l'application de la présente politique.

(b) Sous-ministre

Le sous-ministre de l'Environnement et du Changement climatique (« le sous-ministre ») relève du ministre et doit lui rendre des comptes en ce qui concerne l'administration de la présente politique.

(2) Dispositions particulières

(a) Conseil exécutif



POLICY

23.00

Politique de création du ministère de l'Environnement et du Changement climatique

Le Conseil exécutif peut approuver une modification au mandat du ministère de l'Environnement et du Changement climatique.

(b) Ministre

Le ministre :

- (i) est responsable d'exécuter le mandat de son ministère et d'en diriger les activités;
- (ii) est autorisé à exercer les fonctions décrites dans la présente politique de la manière qu'il juge appropriée pour l'exécution efficace et économique du mandat du ministère.

(c) Sous-ministre

Le sous-ministre :

- (i) est responsable de la gestion du ministère de l'Environnement et du Changement climatique, y compris de la planification, de l'administration et de toute autre fonction essentielle à l'exécution du mandat du ministère;
- (ii) doit rendre des comptes au ministre de l'Environnement et du Changement climatique en ce qui concerne la bonne conduite des affaires du ministère.

7. Dispositions

(1) Définition du mandat

Conformément à la Politique sur l'organisation du gouvernement, le mandat du ministère et du ministre, y compris leurs pouvoirs, responsabilités et fonctions, est défini dans la présente politique.

(2) Devoirs du ministre



POLICY

23.00

Politique de création du ministère de l'Environnement et du Changement climatique

Le ministre élaborera et mettra en œuvre, au sein du ministère, les programmes et services qu'il juge appropriés pour remplir son propre mandat et celui du ministère.

Le ministre aura la charge et la responsabilité :

- (a) de mener l'approche du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest relativement à l'administration des terres publiques et à la gestion de l'environnement et des ressources naturelles;
- (b) d'élaborer, de recommander et de mettre en application des lois, des politiques et des ententes pour :
 - (i) préserver l'intégrité et la biodiversité des écosystèmes naturels, protégeant par le fait même l'état et la qualité de l'environnement;
 - (ii) favoriser l'utilisation durable des terres, de l'eau, de l'air, des forêts et de la faune de manière à en optimiser les bénéfices pour tous les résidents des Territoires du Nord-Ouest;
 - (iii) limiter le passif environnemental et favoriser l'assainissement des sites afin que les générations futures puissent en bénéficier;
- (c) de favoriser la collaboration avec les autres ministères du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, les gouvernements autochtones et les administrations communautaires, les organisations autochtones et les autres organisations afin que l'administration, la gestion et l'utilisation durable de l'environnement et des ressources naturelles du territoire profitent à toutes les parties prenantes;
- (d) d'évaluer les intérêts en lien avec l'administration des terres publiques, l'environnement et les ressources naturelles, y compris les valeurs écologiques, sociales, culturelles et économiques, afin de prendre des décisions et de faire des recommandations équilibrées, durables et fondées sur des faits, en temps voulu;



POLICY

23.00

Politique de création du ministère de l'Environnement et du Changement climatique

- (e) de maintenir et de protéger l'état, la qualité, la diversité et l'abondance de l'environnement au moyen d'études et d'évaluations exhaustives, ainsi que de mesures de suivi et d'application des lois;
- (f) de représenter le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et de coordonner sa participation dans les affaires territoriales, nationales et internationales qui touchent la préservation et la protection de l'environnement, les changements climatiques, l'exploitation durable des ressources naturelles, l'aménagement du territoire, les processus d'évaluation environnementale et les processus d'élaboration de lois et de règlements;
- (g) de fournir, en temps voulu, de l'information pertinente et accessible pour favoriser l'exploitation durable de l'environnement et des ressources naturelles, de même que l'administration des terres publiques ténaises;
- (h) de promouvoir et de soutenir le recours à la recherche scientifique, au savoir autochtone et local et à l'éducation du public en vue de prendre des décisions et de mieux faire comprendre l'intégrité et la biodiversité des écosystèmes, les changements climatiques, l'utilisation durable et judicieuse des terres, de l'air, de l'eau, de la faune, des habitats et des forêts, ainsi que l'administration des terres publiques qui sont sous l'autorité et le contrôle du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest;
- (i) de planifier et de faciliter le transfert de responsabilités supplémentaires de type provincial relevant du mandat ministériel;
- (j) de soutenir les gouvernements et organisations autochtones ainsi que les collectivités, les organismes et les secrétariats en leur fournissant une aide financière et administrative, au besoin.

(3) Administration



POLICY

23.00

Politique de création du ministère de l'Environnement et du Changement climatique

Le ministère de l'Environnement et du Changement climatique sera administré de manière à garantir la satisfaction des exigences gouvernementales énoncées dans les lois, les ententes, les règlements, les politiques et les directives.

8. Prérogative du Conseil exécutif

La présente politique n'a aucunement pour effet de limiter la prérogative du Conseil exécutif de prendre des décisions ou des mesures liées au ministère de l'Environnement et du Changement climatique en dehors des dispositions énoncées aux présentes.

Premier ministre et président du
Conseil exécutif